

ANDRÉ GIDE ET L'ALLEMAGNE  
Colloque de Düsseldorf (1991)

Pierre Viénot,  
un médiateur entre la France et l'Allemagne  
dans le cercle d'amis d'André Gide

par

HANS MANFRED BOCK

« **IL** était de cœur ardent et de cervelle froide. Je veux dire que jamais la passion n'inclinait et ne faussait son jugement très sûr : sa grande intelligence ne se contentait point d'incertaines raisons, et sa résolution se maintenait d'autant plus ferme qu'étayée de motifs qu'il n'avait reconnus pour valables qu'après un patient et scrupuleux examen. — Il ne se prononçait qu'en pleine connaissance de cause, de sorte que, ensuite, aucune objection ne le pouvait désarçonner. S'il discutait volontiers c'est avec d'autres, car entre lui et moi la communion d'idées était parfaite <sup>1</sup>. » C'est en ces termes autant

---

1. André Gide, « Un serviteur de la France nouvelle », in *Pierre Viénot : Ses discours et messages à Londres de mai 1943 au 14 juillet 1944*, Londres, s.d., p. 3. Dans une lettre du 27 juillet 1945 adressée à Stephen Spender, Gide écrit sur la mort de Viénot : « C'est une grosse perte pour ses amis et pour la France à laquelle il a rendu le plus grand service dans ses rapports cordiaux avec l'Angleterre, également aimé, je crois, par les deux pays. » Cf. *Deutsch-französische Gespräche 1920-1950 : La Correspondance de Ernst Robert Curtius avec André Gide, Charles Du Bos et Valéry Larbaud*, éd. Herbert et Jane M. Dieckmann, Frankfurt/Main, 1980, p. 182.

chaleureux que précis qu'André Gide caractérisait dans une nécrologie Pierre Viénot, mort prématurément en 1944. André Gide y évoquait également le Maréchal Hubert Lyautey (1854-1934) qui comptait Viénot parmi ses amis intimes et dont il fit la connaissance au début des années 1920, au Maroc. Ainsi, durant plus de vingt ans, une étroite amitié lia André Gide et Pierre Viénot, sans que la différence d'âge d'une génération la trouble. Gide fut le témoin de sa vie brève mais riche en entreprises. Cette amitié persista d'autant plus que, de part et d'autre, ils entretenaient une relation suivie avec la famille du grand industriel luxembourgeois Émile Mayrisch (1862-1928). L'épouse de ce dernier, Aline Mayrisch de Saint-Hubert, entretint, sa vie durant, un échange spirituel avec Gide, et sa fille, Andrée Mayrisch, épousa Pierre Viénot en 1929. Sous la IV<sup>e</sup> République, le souvenir de Pierre Viénot resta vivant en raison de ses activités politiques lors des années 1930 et de son rôle dans la résistance <sup>2</sup>. Plus récemment, au cours des années 1980 et 1990, on a évoqué, à plusieurs reprises, son rôle remarquable dans les relations socio-culturelles entre la France et l'Allemagne des années 1920 <sup>3</sup>. Cependant, il n'existe, à ce jour, aucune présentation cohérente de sa biographie intellectuelle et politique <sup>4</sup>. Dans cette trajectoire biographique, on trouve la lutte armée

2. C'est ainsi que Pierre Mendès France, son ami et compagnon politique, lui rendit hommage dans un chapitre de son livre intitulé *La Vérité guidait leurs pas*, Paris, 1976, pp. 151-8, qui s'appuyait sur un projet de discours commémoratif à l'occasion du dixième anniversaire de la mort de Viénot en 1954.

3. Hans Manfred Bock, « "Connaître l'Allemagne et la reconnaître". Zu Entstehung und Zusammenhang der Deutschland-Analyse von Pierre Viénot 1922 bis 1932 », *Lendemains, Vergleichende Frankreichforschung*, n° 66 (1992), pp. 27-48. Christoph Droge, « Pierre Viénots "deutsche Ungewiðheiten". Aktuelle Lektüre eines Buches, das Geschichte wurde », *Dokumente, Zeitschrift für den deutsch-französischen Dialog*, 1 (1990), pp. 40-6. Hans Manfred Bock, « Friedrich Sieburg et Pierre Viénot ou la fin du "Locarno intellectuel" », *Allemanes d'aujourd'hui, Revue française d'information sur les deux Allemanes*, n° 105 (1988), pp. 84-99. Alois Schumacher, « Annäherung durch Verstehen. Pierre Viénot : Pierre Viénot und die deutsch-französischen Beziehungen in den zwanziger Jahren », *Médiations ou le métier de germaniste, Mélanges offerts à Pierre Bertaux*, Asnières, 1977, pp. 271-7.

4. La biographie la plus fiable et riche en informations sur Viénot (dont on n'a pas tenu compte jusqu'à présent dans les études sur lui) a été écrite par son frère André. André Viénot, juriste conservateur et qui se décrit lui-même comme un homme de droite, est par bien des aspects un chroniqueur fidèle. Il faut, par contre, à beaucoup d'autres égards, lire sa présentation de façon critique en raison de ses orientations opposées à celles de Pierre Viénot ; par exemple, il ne mentionne ni l'influence qu'a eue sur sa vie la famille Mayrisch, ni celle qu'a exercée

contre l'Allemagne tout au début (1914-1918) et tout à la fin (1939-1944). Mais, entre ces deux périodes, Pierre Viénot tenta l'ébauche d'un des projets pratiques et intellectuels des plus originaux pour le rapprochement entre la France et l'Allemagne de l'entre-deux-guerres. Nous nous proposons ici de tracer les contours de cette biographie et de faire apparaître les personnalités et les idées qui ont influencé Viénot tout au long de sa vie. André Gide était l'un de ses modèles.

### *I. La Première Guerre mondiale et les influences intellectuelles décisives*

Pierre Viénot naquit le 5 août 1897 à Clermont-sur-Oise, ville du nord de la France, dans une famille qui le destinait, à tous égards, à la carrière d'avocat, profession qu'exerçait son père. Son frère et lui grandirent en effet dans un milieu familial conservateur et strictement catholique. Un de leurs grand-pères fit grande impression sur les deux enfants en les avertissant de ne jamais oublier l'annexion de l'Alsace-Lorraine : « Vous ne devez pas oublier, mes enfants <sup>5</sup> ! » Alors que le fils aîné de la famille Viénot, André, suivit ce chemin tout tracé, Pierre Viénot manifesta très tôt, semble-t-il, une forte volonté d'indépendance accompagnée d'un esprit critique qui l'opposait à son milieu d'origine. Il fit sa classe terminale au lycée Janson-de-Sailly à Paris et compléta son instruction par un enseignement religieux, reçu hors de l'école. En 1914, il se porta volontaire, dès le début de la guerre, alors qu'il n'avait pas encore l'âge minimum requis de 18 ans. Il effectua un emploi au front et une formation militaire à Fontainebleau avant d'être grièvement blessé lors d'une contre-attaque près de Villiers-Cotterêts en juillet 1918, alors qu'il était aspirant. Il reçut la haute distinction de « chevalier de la Légion d'honneur à titre militaire ». Mais il était physiquement et moralement traumatisé. Pour lui commença, après la fin de la guerre, une période difficile d'interrogations et de recherche de son identité. Il entama des études de droit, milita encore en 1919 pour un candidat du « Bloc National » dans sa ville d'origine, il lut et voyagea beaucoup et il envisagea de se porter candidat au concours d'entrée au service diplomatique. En 1920, lors d'un de ses voyages au Maroc, il fut présenté au résident général français sur place,

---

le cercle autour d'André Gide et de *La Nouvelle Revue Française*. Cf. André Viénot, *Pierre Viénot (1897-1944)*, Paris, 1949.

5. Cf. *ibid.*, p. 5.

Hubert Lyautey. Il resta à ses côtés les trois années suivantes. Viénot se fit remarquer à la fois par son intelligence et par sa volonté d'indépendance. C'est ainsi qu'il avança dans l'entourage de Lyautey de la fonction d'assistant au rôle d'ami intime du Maréchal. C'est grâce à l'influence intellectuelle de Lyautey que Viénot progressa dans la recherche de son identité personnelle et dans la recherche de sa voie propre qui le conduisit bien loin de ses origines. Rétrospectivement, Pierre Viénot rendit hommage à plusieurs reprises au cercle d'intellectuels très animé autour du maréchal Lyautey envers lequel il se sentait redevable <sup>6</sup>. Lyautey reçut en 1921 le titre de « Maréchal de France » et resta dans l'histoire comme l'un des représentants d'une politique coloniale éclairée et respectueuse des autochtones <sup>7</sup>. Il avait fait partie en 1892 des membres fondateurs de l'« Union pour l'Action morale ». Celle-ci, dont le représentant principal était le philosophe Paul Desjardins <sup>8</sup>, se proposa de discuter et de propager l'enseignement du devoir républicain au sens large du mot. Cette déontologie républicaine était fondée sur la défense publique et désintéressée de tout ce qui était reconnu comme juste, bien et vrai. En 1905, lors de l'Affaire Dreyfus, l'Union, soutenant de façon conséquente le camp des révisionnistes, fut rebaptisée « Union pour la Vérité ». C'est sous cette dénomination qu'elle exista dans l'entre-deux-guerres. Elle devint alors l'un des lieux de rencontre des intellectuels républicains de la III<sup>e</sup> République et servit également de base pour les célèbres Décades internationales de Pontigny <sup>9</sup>. On ne peut le prouver dans le détail, mais

---

6. Cf. sa nécrologie dans *L'Europe Nouvelle*, 1934, pp. 778 sqq. Je n'ai pas eu accès à l'article où Viénot rend hommage à son mentor, dans *La Bibliothèque universelle et Revue de Genève*, 1925.

7. Parmi les nombreuses monographies présentant la vie et l'œuvre du maréchal Lyautey, nous n'avons retenu ici que D. Rivet, *Lyautey et l'institution du protectorat français au Maroc*, Paris, 1988, 3 vol., A. Le Révérend, *Lyautey*, Paris, 1983, André Maurois, *Lyautey*, Paris, 1931, Jacques Benoist-Méchin, *Le Maréchal Lyautey*, Paris, 1976.

8. À propos de Desjardins, cf. surtout Ekkehart Blattmann, *Heinrich Mann und Paul Desjardins. Heinrich Manns Reise nach Pontigny anno 1923*, Frankfurt/Main, 1985, pp. 177 sqq.

9. Cf., en complément de l'étude de Blattmann, la documentation : Anne Heurgon-Desjardins (éd.), *Paul Desjardins et les Décades de Pontigny. Études, témoignages et documents inédits*, Paris, 1964. Ainsi que, tout récemment, les articles réunis dans François Beilecke et Hans Manfred Bock, « Vermunftethik als gesellschaftliche Begründung der Republik : Die Intellektuellen-Vereinigung Union pour la Vérité in der Dritten Republik », *Lendemains, Vergleichende Frankreichforschung*, n° 78/79 (1995), pp. 79-171.

il est fort probable que Viénot ait été initié à cette philosophie politique par le maréchal Lyautey et qu'il ait ainsi acquis, du fait de sa conscience de responsabilité très développée<sup>10</sup>, de nouvelles orientations.

À partir de 1910, dès les premières années d'existence de *La Nouvelle Revue Française*, Paul Desjardins fit appel au cercle dominé par la personnalité d'André Gide pour organiser les Décades estivales à Pontigny<sup>11</sup>. Gide assista à la première réunion d'après-guerre à Pontigny en 1922 et devint, pendant toute la période de l'entre-deux-guerres, l'une des principales personnalités de ces rencontres intellectuelles internationales. Au début de l'année 1923, Paul Desjardins et André Gide acceptèrent une invitation du Maréchal Lyautey à se rendre au Maroc et ils partirent à la fin mars 1923. C'est au plus tard lors de ce séjour au Maroc que Viénot eut l'occasion de mieux connaître André Gide et de rencontrer<sup>12</sup>, en même temps, le spiritus rector de l'« Union pour la Vérité » dont l'éthique politique lui était devenue familière grâce au Maréchal. Durant les trois années de son séjour au Maroc, Viénot acquit un enseignement pratique sur le maniement efficace des problèmes sociaux et des structures administratives et politiques. Il reçut ces leçons du Maréchal Lyautey, cet homme qui vivait dans une perpétuelle tension intellectuelle et qui haïssait toute routine dans l'exercice de ses fonctions. Viénot en était fortement impressionné et il lui rendit hommage : « Peut-être ainsi la plus grande leçon qu'il aura donnée à la France n'est pas celle de ses idées, mais celle de sa personne. L'efficacité de l'individu, la valeur dans le monde des forces "personnelles", voilà ce qu'enseigne, en effet, l'existence même de Lyautey<sup>13</sup>. » Viénot était prêt à suivre cet exemple. Il put d'autant plus facilement se lancer sur cette voie que les cercles intellectuels autour de l'« Union pour la Vérité » et de *La Nouvelle Revue Française*, véritables points de rencontres, lui étaient ouverts. Sa première apparition dans le cercle d'amis d'André Gide remonte à mai-juin 1923<sup>14</sup>. En août-septembre 1923, il participa à une Décade de Pontigny<sup>15</sup> et il compta parmi les représentants de la jeune génération auxquels Desjar-

10. Cf. à ce propos spécialement André Viénot, *op. cit.*, pp. 6 sqq.

11. Cf. à ce sujet Jean Schlumberger, « Pontigny et *La Nouvelle Revue Française* » in Anne Heurgon-Desjardins (éd), *op. cit.*, pp. 158 sqq.

12. Cf. André Gide, *Journal 1889-1939*, Paris, 1951, pp. 755 sqq. Les notices du *Journal* ne contiennent pas d'informations sur les rencontres au Maroc.

13. Pierre Viénot, « Lyautey », *L'Europe Nouvelle*, 1934, p. 779.

14. Cf. à ce sujet les *Cahiers André Gide 4 : Les Cahiers de la petite Dame. 1918-1929*, Paris, 1973, p. 196.

15. Anne Heurgon-Desjardins (éd), *op. cit.*, p. 158, confirme sa participation aux Décades qui eurent lieu du 23 août au 2 septembre 1923.

dins délégua une partie des tâches d'organisation liées à l'« Union pour la Vérité », à partir de 1924<sup>16</sup>. Cette appartenance au réseau des responsables et des initiateurs des rencontres de Pontigny mettait Viénot en contact direct avec les participants au groupe de discussion de Colpach au Luxembourg. Au château de Colpach, la famille de l'industriel Mayrisch avait créé un foyer de rencontres franco-allemandes<sup>17</sup>. Il était dans ces circonstances, impossible que Pierre Viénot ignore les premiers échanges de vue entre André Gide et l'éminent romaniste allemand, Ernst Robert Curtius<sup>18</sup>, dans le cadre du cercle de Colpach, en 1921, ou les réflexions engagées en 1922, à Paris, par l'« Union pour la Vérité » au sujet des perspectives de renouvellement des relations culturelles entre la France et l'Allemagne<sup>19</sup>. Outre ces éléments le poussant à se préoccuper des relations franco-allemandes, Viénot reçut, à son retour en France, deux incitations directes : en 1923, les conflits de l'après-guerre entre les deux pays voisins connurent leur point culminant avec l'occupation franco-belge du bassin de la Ruhr. Viénot condamna, en la qualifiant de fatale et incohérente, la politique rigoureuse du « gage productif » que Poincaré soutenait face au Reich allemand<sup>20</sup>. Dans le même temps, il voyagea, pour la première fois après la guerre et pour un séjour de longue durée, en Allemagne afin d'acquérir les connaissances linguistiques exigées pour se présenter au concours d'entrée au service diplomatique.

Il entama ce séjour dans le pays voisin, considéré généralement les années précédentes comme « le pays ennemi » par excellence, avec une attitude remarquablement libre de préjugés qu'il avait acquise durant son séjour auprès du Maréchal Lyautey et dans le milieu très ouvert des rencontres de Pontigny. Il écrivit à son frère à ce propos : « Je suis toujours très sensible à la nouveauté d'un pays, à sa différence par rapport aux autres, à son caractère propre à tous les points de vue, politique, intellectuel, artistique, social, et j'entre dans cette particularité de chaque pays

16. Cf. à ce propos la *Correspondance de l'Union*, janvier-février 1924.

17. Cf. Daniel Durosay, « Paris-Berlin via Luxembourg. Un relais dans les relations franco-allemandes de la NRF : la maison des Mayrisch », *BAAG*, 1986, pp. 33-56.

18. Cf. entre autres Claude Foucart, « Ernst Robert Curtius et André Gide. Les débuts d'une amitié (1920-1923) », *Revue de Littérature Comparée*, 1984, pp. 314-39.

19. Le compte rendu des débats ne fut publié que plus tard dans la *Correspondance de l'Union* (1925). Le numéro entier de janvier à mars contient le résumé des entretiens auxquels Gide participa activement.

20. Cf. à ce sujet André Viénot, *op. cit.*, p. 16, un résumé de la critique de Pierre Viénot adressée à Poincaré.

avec beaucoup d'avidité, avec le plaisir de m'enrichir de quelque chose de nouveau, de comprendre quelque chose de plus <sup>21</sup>. » Cette ouverture d'esprit et cette sensibilité vis-à-vis de la culture d'une nation étrangère, exprimées ici très tôt, devinrent pour Viénot la base durable de son comportement personnel et le point de départ de sa conception pour le rapprochement franco-allemand. En France, la faculté à déployer de l'empathie envers les autres nations, en général, et envers l'Allemagne, en particulier, lui semblait insuffisamment développée. Il résuma plus tard avec la formule « sortir de soi <sup>22</sup> » sa conception d'une nouvelle « psychologie internationale » devant servir de base pour une politique étrangère réaliste de la France. Il voulait dire par là que c'était la connaissance de l'Allemagne, telle qu'elle se définissait elle-même, et non, comme c'était le cas jusqu'alors, la perception de l'Allemagne façonnée selon les intérêts de la politique intérieure française, qui devait servir de principe pour la politique allemande de la France.

## II. Une conception de rapprochement franco-allemand de 1923 à 1934

En 1925, Viénot avait suffisamment de connaissances sur l'Allemagne pour publier ses premiers articles sur les relations franco-allemandes. Parallèlement, il participa, dès le départ, à la préparation d'un organisme pour l'entente entre les deux nations. Mais il ne put maintenir l'équilibre entre les deux activités, et très vite il concentra ses efforts sur le projet d'organisation. Les publications de Viénot de 1925 <sup>23</sup> attestent de ses connaissances approfondies et de son intérêt très vivant pour les tendances et les forces intellectuelles en Allemagne à partir de la Révolution de novembre 1918. Par l'intermédiaire de Colpach et de Pontigny, il fit la connaissance des auteurs représentatifs comme Walter Rathenau, Thomas Mann, Ernst Troeltsch et Ernst Robert Curtius, auxquels il se référait dans ses écrits sur l'Allemagne post-révolutionnaire. Il fut aussi fortement im-

---

21. Dans une lettre de Pierre Viénot adressée à son frère et citée dans André Viénot, *op. cit.*, p. 14.

22. Cf. Pierre Viénot, *Enquête sur l'Allemagne. La Sécurité par la compréhension d'autrui*, Dijon, s. d. (env. 1925).

23. Pierre Viénot, « Enquête sur l'Allemagne. La Sécurité par la compréhension d'autrui », *Revue européenne*, juillet 1925, pp. 55-69, et « République allemande et Allemagne nationale », *Bibliothèque universelle et Revue de Genève*, 1 (1925), pp. 405-25.

pressionné par le mouvement de la jeunesse (*Jugendbewegung*) en Allemagne. Dans sa critique de l'image de l'Allemagne dominante en France et de la politique allemande de la France, résonnait parfois la rhétorique du mouvement de la jeunesse. Par exemple, lorsque Viénot accusait les « professeurs âgés » et les « écrivains sédentaires » d'être responsables de la continuation de la propagande de guerre, bien après la fin de celle-ci<sup>24</sup>. Les idées aussi diverses qu'en partie confuses, jaillissant, après la guerre, du milieu des différents courants du mouvement de la jeunesse et tournant autour du mot-clé de la rénovation nationale, se trouvaient au centre de son interprétation de l'Allemagne après 1918 : « Quelle jeunesse subite de l'Allemagne ! Tout est remis en question, problème, recherches et si plus d'une puérité ou d'une extravagance, si la surabondance des *Weltanschauungen*, les généralisations hâtives, les résumés en vingt pages et trois idées de l'histoire du monde ou du sens de la civilisation font sourire parfois l'observateur, tant de passion et de vitalité, tant de désirs et d'espoirs et leur confusion même, donnent à cette Allemagne une chaotique grandeur<sup>25</sup>. » Viénot vit dans ces velléités tumultueuses du mouvement de la jeunesse le ferment d'un processus d'effervescence d'où naîtrait une nouvelle culture politique après l'effondrement de l'empire allemand. Celle-ci devait être plus sûre de sa particularité nationale que ne l'avait été la pensée matérialiste de l'Allemagne impériale. Viénot se pencha surtout sur les manifestations représentatives de la pensée collective de la nation voisine. Selon lui, elles déterminaient de façon décisive, avec les intérêts matériels, les finalités de politique intérieure et extérieure d'une nation. Le jeune observateur français de l'Allemagne voyait dans la disponibilité et le dynamisme les caractères principaux de cette identité nationale allemande régie par la loi du « *Stirb und Werde !* ». Viénot nota comme transformations des valeurs issues de la jeune République de Weimar : un penchant pour la spontanéité plutôt que pour la réflexion, pour la communauté plutôt que pour la société ; un sens de la réalité et de l'organisation à la place de constructions dictées par la raison abstraite ; une inimitié émotionnelle contre le système du « grand capital », contre « la philosophie du progrès » venant des pays de l'Ouest, contre le mode de vie à l'américaine ; et enfin la conviction d'une différence profonde entre l'Allemagne et les pays occidentaux, le « sentiment de la singularité de l'Allemagne<sup>26</sup> ». Dans le domaine des transformations poli-

---

24. Pierre Viénot, « République allemande et Allemagne nationale », *loc. cit.*, p. 405.

25. *Ibid.*, p. 414.

26. *Ibid.*, p. 417.

tiques, le témoin français avait l'impression qu'il y avait encore vers le milieu des années 1920 une tension (éventuellement productive) entre une conscience politique en effervescence (« l'Allemagne nationale ») et le système constitutionnel de la « République allemande » considéré comme une importation occidentale. Pour caractériser la façon dont les Allemands s'accommodaient de leur République, il se servit de l'image de l'homme qui aménage dans une baraque de bois avec des moyens de fortune après l'incendie de sa maison. D'après Viénot, une nouvelle culture ne pouvait naître qu'après une certaine période d'interaction entre la « forme républicaine » et la « vie nationale ».

Si ce tableau des « réalités allemandes » témoigne d'une certaine fascination pour la jeune République de Weimar, Viénot n'avait pas l'intention de promouvoir une image forcément positive de son pays d'accueil. Son souci principal et constant était d'aider ses compatriotes à se faire une idée adéquate et réaliste de l'Allemagne de l'après-guerre. Il voulait suggérer que la politique allemande de la France soit définie en connaissance des données vérifiables et non pas à partir d'une caricature de la réalité allemande — comme cela avait été le cas entre 1914 et 1924. Pour Viénot, les causes de la fausse perception de l'Allemagne se trouvaient dans la mobilisation intellectuelle des masses pendant la guerre ainsi que dans la « démocratisation » de la politique extérieure par l'opinion publique dans une mesure jusqu'alors inconnue. Cette transformation du processus d'élaboration de la politique extérieure était, selon Viénot, plus importante en France qu'en Allemagne. En effet, en France, les institutions et la tradition démocratiques exigeaient que la conduite de la guerre soit justifiée, alors qu'en Allemagne la mentalité traditionnelle de soumission et la glorification de la guerre auraient facilité le travail de persuasion idéologique des masses. Après avoir écrit un long article dans la *Revue de Genève*, Viénot reprit encore une fois ces réflexions et observations en les intégrant dans une critique systématique de la politique allemande de la France après 1918<sup>27</sup>. En 1925, il constata l'usure de toutes les conceptions de la politique allemande des partis de droite comme de gauche en France. Elles avaient été formulées en fonction des intérêts de la politique intérieure française et des stratégies électorales, sans tenir compte des données objectives de la réalité allemande. Dans les deux camps politiques prédominait une réaction très subjective et idéologique du pays voisin : « Les hommes de droite continuent à n'envisager que l'Allemagne caricaturale dessinée pendant la guerre pour permettre ce mépris de

---

27. Pierre Viénot, « Enquête sur l'Allemagne. La Sécurité par la compréhension d'autrui », *loc. cit.*

l'adversaire qui est une des nécessités de la guerre démocratique. Ils s'autorisent de ce fantôme pour négliger l'idéal populaire de justice internationale et pour affirmer la nécessité d'une politique de force, si ce n'est de destruction. Quant aux partis de gauche, ils négligent les facteurs de force, et fondent toute leur politique sur l'espoir d'une conversion de l'Allemagne à la Démocratie rationaliste et égalitaire, qui servirait de commun dénominateur à tous les États européens et permettrait leur addition pour la constitution d'une Europe pacifiste<sup>28</sup>. » À la directive de la politique allemande de la droite « Sécurité par la force ! » s'opposait le slogan de la gauche « Sécurité par la Démocratie ! ». Viénot remplaça ces formules obsolètes par sa devise : « Sécurité par la compréhension d'autrui ! ». Pour lui, la compréhension du pays outre-Rhin exigeait impérativement non seulement sa « connaissance » mais aussi sa « reconnaissance ». Dans sa conception, « reconnaissance » signifiait surtout l'acceptation du droit des Allemands à la différence, le droit de trouver leur propre voie vers la démocratie comme cela avait déjà été le cas dans l'histoire de la France et de l'Angleterre. Ce droit, il fallait le défendre aussi contre les idées universalistes de la gauche.

En 1925, Pierre Viénot n'avait pas publié ses réflexions dans un but purement contemplatif. Il voulait traduire ces idées dans la pratique et la carrière diplomatique lui semblait un trop long détour pour y parvenir. L'année du traité de Locarno qui, en effet, signifia une nouvelle impulsion pour le règlement du conflit franco-allemand lui ouvrit d'autres possibilités d'action dans un domaine où les milieux de la diplomatie, de l'économie et de la société civile se rencontraient. En août 1925, il fut invité à Colpach par la famille de l'industriel Mayrisch pour y discuter d'un programme concret visant à l'amélioration des relations franco-allemandes<sup>29</sup>. On ne sait pas exactement, jusqu'à présent, qui fut à l'origine de l'idée de fonder un Comité franco-allemand d'information ayant pour vocation de réaliser ce programme. Cela aurait pu être aussi bien le Maréchal Lyautey qui fut destitué de son mandat de résident général au Maroc en 1925, qu'Émile Mayrisch qui fonda, dans le même temps, l'« Entente internationale de l'Acief » ou que Pierre Viénot lui-même<sup>30</sup>. Il est cepen-

28. *Ibid.*, p. 56.

29. Cf. Fernand L'Huillier, *Dialogues franco-allemands 1925-1933*, Strasbourg, 1979, p. 31.

30. Cf. *ibid.*, p. 30. D'après les informations d'Andrée Viénot-Mayrisch, l'idée de la création d'une organisation d'entente reviendrait à Pierre Viénot : « Pierre s'était toujours particulièrement intéressé au problème franco-allemand, et c'est lui qui, ayant eu l'idée du Comité Franco-Allemand d'Information, en a

dant certain que ce fut Viénot qui esquissa le programme et le plan d'organisation du « Comité franco-allemand d'information et de documentation <sup>31</sup> ». Ce texte reprit les idées directives développées dans sa plaquette intitulée *Sécurité par la compréhension d'autrui*. Il constata l'échec de toutes les tentatives entreprises depuis 1919 pour arriver à un état de paix qui soit reconnu par chacune des deux nations. Les préjugés et l'ignorance réciproques étaient selon lui les causes principales de cette dangereuse situation. Les mécanismes existants de l'opinion publique lui semblaient absolument inaptes à améliorer l'état des choses : les gouvernements n'y arrivaient pas parce qu'ils dépendaient des vicissitudes électorales, les entreprises économiques parce qu'elles étaient avant tout préoccupées par des problèmes techniques et la presse parce qu'elle était sous la houlette des partis politiques ou des intérêts économiques favorisant les clichés. Il serait cependant de l'intérêt des deux nations de lutter contre les préjugés réciproques et l'ignorance, et de discuter, sur une base réaliste, des intérêts des deux pays. Pour le moment, cette lutte serait à mener avec la meilleure chance de succès dans le domaine non-gouvernemental. C'est à partir de là qu'il serait possible d'« assainir les relations franco-allemandes » et de trouver, en Allemagne comme en France, l'écho des éléments les plus vivants et influents de la société <sup>32</sup>. C'est dans cette partie de la société que l'on trouverait les initiatives pour une nouvelle politique entre les deux pays : « Si pendant la guerre, un Français ou un Allemand avaient raison de considérer comme de leur devoir de refuser toute connaissance du point de vue de l'ennemi, il nous semble qu'aujourd'hui une attitude nationale soit tout à fait compatible avec l'étude des données économiques, psychologiques et sociales, sous-jacentes à l'attitude du pays voisin. Certains symptômes permettent même de supposer que la connaissance exacte de ces données, que nous préconisons, est désormais considérée comme un devoir politique <sup>33</sup>. » Ces considérations de Pierre Viénot aboutirent à un projet détaillé. Celui-ci prévoyait la création d'un « Comité franco-allemand d'information » et deux « Instituts franco-

---

parlé à mon père et a gagné mon père à cette idée. » Cité dans Jean Hostert, « Pierre Viénot », in *Colpach*, s. l., 1978, pp. 239 sqq.

31. *Vorschläge zur Errichtung eines deutsch-französischen Informations-ausschlusses*, Luxembourg, s. d. (1925) ; cette brochure, imprimée en allemand et en français, fut distribuée en un nombre limité et avec la note « confidentiel » aux partenaires des deux pays.

32. *Ibid.*, p. 6.

33. *Ibid.*, p. 11.

allemands d'information » placés sous sa direction, l'un à Paris et l'autre à Berlin. Le « Comité d'information » devait comprendre en nombre égal des membres allemands et français choisis « parmi les personnalités les plus représentatives et irréprochables sur le plan national » et dont le nom devait être exempt de tout « soupçon d'internationalisme, dans le sens habituel du terme, ainsi que de toute naïveté ». Les directeurs des Instituts de Berlin et de Paris devaient être choisis parmi « le groupe restreint d'hommes » qui possédait, à cette époque, « des connaissances actuelles et concrètes sur l'Allemagne et la France <sup>34</sup> ». Selon ce plan, les deux directeurs devaient intervenir dans deux domaines complexes : il leur incombait, d'une part, de recueillir et de diffuser le maximum d'informations sur les relations franco-allemandes et de les mettre à la disposition des correspondants de presse accrédités dans la capitale de l'autre pays (qui étaient, eux, vus d'un œil critique). D'autre part, le projet Viénot exigeait qu'ils soient capables de nouer de nouveaux contacts et de maintenir les liens avec le milieu « dans lequel se forme l'opinion publique <sup>35</sup> », en particulier le ministère des Affaires étrangères et les experts en politique étrangère au Parlement et de la presse. Ces propositions, visant à l'organisation d'un projet d'entente franco-allemand basé sur une initiative privée, reçurent un accord de principe à Colpach en été 1925. Elles devaient faire l'objet de discussions ultérieures, après la fondation du « Comité d'information ».

Le projet reçut finalement le nom de « Comité franco-allemand d'Information et de Documentation / Deutsch-französisches Studienkomitee ». Après la signature du traité de Locarno en octobre 1925, le Comité avança rapidement dans la voie de sa réalisation en raison du vif intérêt d'une partie des élites économiques, politiques et culturelles des deux pays ainsi que du soutien bienveillant des gouvernements français et allemand <sup>36</sup>. La première réunion du « Comité d'Information et de Documentation » eut lieu dès le mois de mai 1926, au Luxembourg, sous la direction d'Émile Mayrisch. Il semble que Viénot ait effectué auparavant un voyage en France afin d'y recruter des adhérents. Le 10 novembre 1926, le Bureau d'information de Paris administré par un directeur allemand (Dr. Gustav Krukenberg) fut ouvert ; le Bureau de Berlin du Co-

---

34. *Ibid.*, p. 12.

35. *Ibid.*, p. 16.

36. Cf. l'essai de présentation du « Comité Mayrisch » dans Fernand L'Huillier, *Dialogues franco-allemands 1925-1933, op.cit.*, pp. 63 sqq. Cf. aussi mon art., « Émile Mayrisch und die Anfänge des Deutsch-französischen Studienkomitees », *Galerie. Revue culturelle et pédagogique*, 1992, 4, pp. 560-84.

mité franco-allemand d'Information et de Documentation, dirigé par Pierre Viénot, fut ouvert le 20 novembre 1926. La structure de base du plan Viénot fut donc mise en place et son auteur lui-même assumait la responsabilité de veiller à sa bonne exécution. À côté du Comité binational, qui comprenait un nombre limité de personnalités dirigeantes des domaines économiques, politiques et culturels, il y avait à Paris et à Berlin, deux bureaux qui commençaient à œuvrer depuis 1926. Malgré le renouvellement des membres et les modifications dans les fonctions du Comité, sa structure de base resta inchangée jusqu'à sa fermeture à l'aube de la Deuxième Guerre mondiale. Au cours d'une existence étonnamment continue du « Comité Mayrisch » (comme il fut coutume de l'appeler après la mort de son fondateur en 1928) les deux bureaux situés dans les capitales perdirent progressivement de leur importance par rapport à celle des séances plénières du Comité. Cette dépréciation s'explique, certes, par la dégradation dramatique des relations politiques entre l'Allemagne et la France, mais surtout par la qualité moindre des directeurs placés à la tête de ces bureaux, à partir de 1930. Lors de son activité à Berlin de 1926 à 1930, Viénot avait fixé les critères de bon fonctionnement du bureau dans la capitale allemande. Il essaya avec beaucoup d'élan et de méthode de s'acquitter des deux tâches principales qui incombaient, selon son plan de 1925, à tout directeur de bureau : fournir aux correspondants de presse français informations et commentaires sur la réalité allemande, les encourager (en leur accordant, le cas échéant, des subventions) à faire des recherches exemptes de préjugés et à éviter des reportages par trop biaisés. Au cours des années, il apparut que cette mission était très difficile à remplir. Cependant, lors de son travail à Berlin, Viénot fut des plus efficaces dans l'autre domaine, celui des contacts avec les responsables politiques <sup>37</sup>.

Comme en témoigne Pierre Bertaux dans ses notes, Viénot noua des relations avec des fonctionnaires du ministère des Affaires étrangères et avec les porte-parole pour la politique extérieure des groupes du Reichstag. Il voyagea également dans tous les Länder du Reich et il était, fin 1927, un habitué dans les réseaux socio-culturels de la capitale allemande <sup>38</sup>. À la mi-janvier 1928, lors du séjour de Gide à Berlin, Viénot et

---

37. On peut, par exemple, trouver les traces de ses relations étroites avec le Ministre prussien de la culture Carl Heinrich Becker dans la nécrologie que Viénot lui adressa : « Mort de M. C. H. Becker, ancien ministre de l'Instruction publique en Prusse », *L'Europe Nouvelle*, 1933, 1.

38. Pierre Bertaux, « Un étudiant français à Berlin (hiver 1927-1928) », *Revue d'Allemagne*, 1982, pp. 337-49.

Bertaux lui servirent d'interlocuteurs français et de guides à travers la ville. Gide avait eu l'intention de tenir une conférence sur les avantages à se préoccuper de la culture allemande et il semble que la critique de ses jeunes amis et admirateurs ait provoqué l'abandon de ce projet<sup>39</sup>. Ce fut chez Pierre Viénot que le Comte Harry Kessler rencontra Gide lors de ce même séjour. Gide lut à cette occasion, devant un public élargi, des passages de *l'Enfant prodigue*<sup>40</sup>. L'échange dense de lettres entre Viénot et Gide, de mi-octobre au début du mois de décembre 1929, donne un aperçu de l'étroite communication entre les deux hommes, cette année-là. Cette correspondance<sup>41</sup> montre combien Viénot s'était attaché, avec persistance et fermeté, à faire connaître l'œuvre de Gide en Allemagne. Dans ces lettres adressées à Paris, à son « cher grand ami » (certaines portent l'en-tête du Bureau du Comité franco-allemand d'Information et de Documentation de Berlin) Viénot relata les problèmes de traduction rencontrés lors de la préparation de la version allemande des *Nourritures terrestres* et de *Corydon*. Viénot, lui-même, participa activement, ainsi que d'autres membres du cercle de Colpach, à la correction de la traduction de Prinzhorn des *Nourritures terrestres*. Pour la traduction de *Corydon*, Viénot servit d'intermédiaire entre Gide et Henri Jourdan, ancien lecteur français chez Ernst Robert Curtius à Heidelberg et futur directeur de l'Institut français de Berlin. Henri Jourdan entra par la suite directement en contact avec André Gide. Viénot étudia les possibilités de monter la pièce de théâtre de Gide *Saül* sur une scène berlinoise. Après l'échec des négociations avec Max Reinhard, il y eut le projet, vers la fin de l'année 1929, d'une mise en scène par Jürgen Fehling. Un comité, constitué pour financer ce projet, recueillit fin novembre 4.000 marks et Viénot reçut de l'Ambassade de France (Roland de Margerie) un accord de principe pour une aide<sup>42</sup>. À travers les fragments de la correspondance entre Viénot et Gide à la fin de l'année 1929, il apparaît que le jeune ami de Gide était un ardent admirateur de l'œuvre de celui-ci au point de savoir par cœur des pages entières des *Nourritures terrestres*<sup>43</sup>. Viénot

39. Voir à ce propos *ibid.*, p. 348, notes du 23.1.1928.

40. Cf Harry Graf Kessler, *Tagebücher 1918-1937*, Frankfurt/Main, 1961, p. 588.

41. Les lettres de la correspondance non publiée entre André Gide et Pierre Viénot furent aimablement cédées par Mme Catherine Gide à M. Raimund Theis. La publication de la correspondance complète est hautement souhaitable.

42. Lettres de Viénot adressées à Gide (avec l'en-tête du Comité franco-allemand d'Information et l'adresse de son expéditeur à Berlin-W., Matthäikirchstraße, Nr. 12) du 6 septembre et du 26 novembre 1929.

43. Lettre de Viénot à Gide du 27 septembre 1929, p. 2.

n'était pas seulement un traducteur occasionnel de Gide ou son impresario bienveillant auprès des éditeurs et metteurs en scène, il s'occupait aussi de la préparation des séjours de Gide à Berlin et était prêt à le protéger de la curiosité déplacée du public. Ses efforts amicaux visant à faire connaître l'œuvre et la personnalité de Gide en Allemagne ne se déroulèrent pas dans un milieu culturel hermétique et isolé de la politique ; cela apparaît clairement lorsque, dans une lettre, Viénot fit le rapprochement entre les raisons de l'échec de la tentative de monter *Saül* et les effets négatifs d'un discours de Tardieu sur l'Allemagne. Viénot commenta le rapport entre les deux en mélangeant le français et l'allemand : « Qui aurait jamais pensé que *Saül* et Tardieu etwas miteinander zu tun haben würden <sup>44</sup> ? » Le jeune représentant du Comité Mayrisch à Berlin put d'autant plus facilement nouer de nombreux contacts sociaux dans Berlin qu'il entretenait de bonnes relations avec l'Ambassade de France. Mais c'était surtout grâce à l'appui du salon franco-allemand tenu à Berlin par l'épouse du Baron Alfred von Nostitz-Wallwitz, président du groupe allemand du « Comité Mayrisch » que Viénot fut introduit dans la société berlinoise <sup>45</sup>. La réalisation du plan de Viénot pour le rapprochement franco-allemand par la connaissance et la compréhension réciproque buta sur l'immense force d'inertie des préjugés psychologiques et politiques dans les deux nations. Il aurait fallu, pour surmonter ces difficultés, disposer de ressources et de moyens d'action beaucoup plus efficaces. Viénot se trouvait, de plus, impliqué dans un conflit permanent et épuisant avec Charles Laurent, président du groupe français du « Comité Mayrisch » et premier Ambassadeur français après la guerre <sup>46</sup>. Vers la fin de 1929, l'écart toujours plus important entre l'énergie dépensée et les résultats médiocres (souvent difficiles à évaluer) dans le rapprochement réel entre la France et l'Allemagne, conduisit le directeur français du Bureau de Berlin du « Comité franco-allemand d'information et de documentation » à se résigner. Au cours de l'année 1930 eut lieu une restructuration radicale des deux bureaux dont résulta l'affectation d'un directeur allemand pour l'Institut de Berlin et d'un directeur français pour l'Institut de Paris. Viénot quitta son poste au « Comité Mayrisch » mais il y adhéra encore un certain temps comme membre actif.

Après cinq ans de travail intensif à Berlin et six ans de présence effective en Allemagne, Viénot prit enfin le temps de mettre par écrit ses ob-

---

44. Lettre de Viénot à Gide du 10 novembre 1929, p. 2.

45. Cf. son portrait dans Nicolaus Sombart, *Jugend in Berlin 1933-1943. Ein Bericht*, Frankfurt/Main, 1986, pp. 98-101.

46. Cf. Fernand L'Huillier, *op. cit.*, pp. 88 sqq.

servations et ses réflexions sur l'évolution de la République de Weimar. Son livre, dont le titre *Incertitudes allemandes* devint rapidement une formule célèbre, parut en juin 1931<sup>47</sup>. Il fut rapidement épuisé dans sa première édition et il fut immédiatement traduit en allemand et en anglais<sup>48</sup>. Ce livre répondait sur le plan international à un besoin accru d'information sur l'Allemagne. En effet, depuis le milieu de l'année 1930, les relations diplomatiques franco-allemandes étaient ouvertement en crise et depuis le raz-de-marée des nationaux-socialistes aux élections du Reichstag, en septembre 1930, la politique allemande semblait plus imprévisible que jamais. Dans son livre, Viénot approfondit et élargit les thèmes déjà abordés dans ses articles du milieu des années 1920. Désormais, il était plus que jamais convaincu que la seule possibilité d'accéder à la réalité d'une nation étrangère était d'y vivre un certain temps de son bon gré. « L'Allemagne doit être regardée de l'intérieur. Il y faut l'oubli momentané de soi ; au sens profond du mot, le désintéressement. Autrui ne livre rien de ses différences profondes à une curiosité égoïste. Il faut avoir souci de lui, non de soi, pour qu'il se révèle<sup>49</sup>. » Viénot présenta l'Allemagne, en tirant les conclusions de ses expériences, comme un vaste champ expérimental où toutes les tables de valeur de la société bourgeoise avaient été brisées. Selon lui, on pouvait voir se profiler en Allemagne, de façon anticipée, les nouvelles valeurs et les nouveaux modes de comportement de la société postbourgeoise nés sous la double influence du mouvement de la jeunesse et du mouvement ouvrier. Viénot cherchait à expliquer l'attitude collective de « disponibilité » ambiante, observée en Allemagne, par le relativisme des valeurs et l'incertitude profonde qui en résultait et dont les nationaux-socialistes, un mouvement « purement négatif », profitèrent aux élections. Dans le chapitre sur la psychologie de la conscience de crise en Allemagne, Viénot se servit de la notion de « sincérité », que Gide appliquait aux individus pour désigner un état d'esprit caractérisé par la désillusion la plus complète. Il la transféra à la conscience collective, régnant au début des années 1930 en Allemagne, qui était marquée par l'absence à peu près complète de normes morales héritées de la tradition ou imposées par l'extérieur<sup>50</sup>. À la fin de l'année

---

47. Pierre Viénot, *Incertitudes allemandes. La crise de la civilisation bourgeoise en Allemagne*, Paris, 1931.

48. Pierre Viénot, *Ungewisses Deutschland. Zur Krise seiner bürgerlichen Kultur. Mit einem Vorwort von de Benno Reifenberg*, Frankfurt/Main, 1931. — Pierre Viénot, *Is Germany finished ?*, London, 1931.

49. Pierre Viénot, *Incertitudes allemandes*, *op. cit.*, pp. 14 sqq.

50. *Ibid.*, pp. 87 sqq.

1931, cet aspect semble avoir réveillé l'intérêt de Gide pour l'Allemagne et la Russie<sup>51</sup>. En automne 1931, le livre de Viénot *Incertitudes allemandes* reçut le prix du meilleur livre politique de l'année décerné par la revue *L'Europe Nouvelle*, publiée par Louise Weiss. Ce prix littéraire avait déjà été accordé à des auteurs tels que Vladimir d'Ormesson ou Salvador de Madariaga<sup>52</sup>. Cette reconnaissance publique correspondait d'une part à l'orientation politique plus marquée de Viénot depuis 1930 et lui facilitait d'autre part la candidature à un mandat politique. Il tenta de passer du statut de spectateur inofficiel privilégié de la politique à celui d'acteur politique.

### *III. La carrière politique avant et pendant la Deuxième Guerre mondiale*

Ce n'était point un hasard si la distinction du livre de Viénot sur l'Allemagne vint du cercle de *L'Europe Nouvelle*. La fondatrice et l'éditrice de la revue hebdomadaire, consacrée à la politique étrangère et aux questions diplomatiques, était politiquement et personnellement très proche d'Aristide Briand qui incarnait, lui, la politique de Locarno. Émile Mayrisch avait parfois publié dans cette revue et la fondation du « Comité d'Information et de Documentation » y avait trouvé un écho favorable<sup>53</sup>. La revue était l'organe des forces politiques positionnées dans l'éventail

---

51. Graf Kessler notait, le 7 novembre 1932, dans son journal (*Tagebücher 1918-1937, op. cit.*, p. 695) l'observation de Roger Martin du Gard : « Gide, avec lequel, il est étroitement lié, est, lui aussi, complètement dominé par son intérêt pour l'Allemagne, après avoir porté son regard longtemps à l'Ouest, à l'Angleterre. » On retrouve cet intérêt, fin 1932, aussi chez Roger Martin du Gard, lorsqu'il dit : « En Allemagne se prépare l'homme nouveau de l'avenir. Le Russe serait trop loin de l'Europe, trop peu individualiste ; l'Ouest, la France, l'Angleterre, l'Amérique, n'auraient pas l'idéalisme, le dynamisme intérieur qui serait nécessaire à la naissance d'un être nouveau. En Allemagne, on verrait naître l'homme qui incarnera la synthèse entre le passé et l'avenir, entre l'individualisme et le socialisme. »

52. Cf. *L'Europe Nouvelle*, 1931, p. 1442 : « M. Pierre Viénot, lauréat du Prix politique de *L'Europe Nouvelle* ». Wladimir d'Ormesson qui avait reçu avant Viénot ce Prix, écrivit un long compte rendu sur le livre de Viénot. Cf. *L'Europe Nouvelle*, 1931, pp. 947 sqq.

53. Cf. par exemple *L'Europe Nouvelle*, 1926, pp. 555 sqq. : Émile Mayrisch, « Une opinion luxembourgeoise sur un projet d'union douanière européenne ».

allant du Parti radical à la Section Française de l'Internationale Ouvrière (SFIO). Pierre Viénot chercha dans le champ politique de la gauche modérée les forces susceptibles de donner cette nouvelle impulsion à la politique extérieure, qu'il n'avait pas pu trouver dans le milieu de droite, son « milieu naturel <sup>54</sup> ». Viénot avait connu de très près la droite politique lors de son travail au « Comité Mayrisch » et c'était elle qui, par son immobilisme, avait empêché que son projet d'entente franco-allemande ne donne des résultats tangibles. Viénot s'affilia au Parti républicain socialiste et socialiste français, le parti d'Aristide Briand, issu, en 1926, de la fusion d'un courant oppositionnel du Parti socialiste et du Parti radical. Ce parti non marxiste de la gauche parlementaire à faible implantation locale et de faible cohérence attira surtout — comme le constata un expert du socialisme français — de fortes personnalités politiques, difficiles à lier à la discipline d'un parti <sup>55</sup>. Avec l'aide des renseignements du Quai d'Orsay et la sollicitude d'Aline Mayrisch-de Saint Hubert, Viénot enleva un des 34 sièges de ce parti aux élections législatives de 1932, à Rocroi dans les Ardennes. Avec la charge de ce mandat politique, renouvelé les années suivantes, Viénot orienta le centre de ses activités vers la France. Député au Parlement, il commença à s'occuper de la politique sociale et continua à s'intéresser à la politique extérieure. En 1932 il fut reçu une fois encore par Brüning, le chancelier du Reich, et fut profondément affecté par la présence du national-socialisme dans les rues de Berlin. Il s'exprima sur le nationalisme en 1931 lorsqu'il publia, dans la *Neue Rundschau* sa réponse à un article de Friedrich Sieburg, auteur célèbre du livre sur la France contemporaine <sup>56</sup> *Dieu est-il français ?* Depuis le milieu de l'année 1930, le thème du nationalisme était devenu d'actualité en Allemagne suite au développement du néo-nationalisme et de son interaction avec le national-socialisme. Dans ce brillant article au sous-titre révélateur : « la surévaluation de l'idée nationale », Viénot reprit les solutions au problème franco-allemand telles qu'il les avait déjà esquissées dans les *Incertitudes allemandes*. Une synthèse politico-culturelle devait être trouvée entre le dynamisme, né de la conscience de crise des Allemands, et la « raison critique », prisée en France. Avec la prise de pouvoir des nationaux-socialistes à la fin de janvier 1933, tous les espoirs de la génération briandiste en une synthèse franco-allemande furent réduits à néant et on peut comprendre qu'en vue de ses affinités politiques Viénot

54. Cf. à ce propos André Viénot, *op. cit.*, p. 21.

55. Georges Lefranc, *Les Gauches en France*, Paris, 1973, pp. 174 sqq.

56. Pierre Viénot, « Frankreich und Deutschland. Die Überbetonung des Nationalen », *Die Neue Rundschau*, 1931, 1, pp. 721-36.

se soit alors occupé des républicains expulsés d'Allemagne. C'est ainsi qu'il hébergea, un certain temps, dans son domicile parisien <sup>57</sup>, Rudolf Breitscheid qu'il avait connu à Berlin alors que celui-ci était porte-parole du groupe social-démocrate au Reichstag et qui avait dû émigrer en France en passant par la Suisse. Au milieu de l'année 1936, un entretien entre Andrée Viénot-Mayrisch, l'épouse de Viénot qui prit une part active dans la carrière politique de son mari, et le jeune diplomate Armand Bérard atteste combien on était inquiet dans ce milieu de la gauche non-communiste. On y était conscient de ne pas avoir fait assez contre les ennemis de la République de Weimar et de devoir maintenant aider les victimes des nationaux-socialistes <sup>58</sup>. Viénot s'attacha, par conséquent, à cette tâche noble alors qu'il était Secrétaire d'État au ministère des Affaires étrangères. Principalement confronté dans cette fonction à bien d'autres tâches, il accepta pourtant d'être président d'un « Comité consultatif » sur la question des émigrés allemands. Ce « Comité consultatif » était composé, à parts égales, de Français et de représentants des réfugiés allemands et il devait décider de l'octroi de passeports intérimaires. Selon le témoignage des spécialistes de l'émigration allemande, il s'acquitta de ce travail avec beaucoup de générosité sous le gouvernement du Front Populaire <sup>59</sup>.

Après la victoire du Front Populaire en France, en mai 1936, Léon Blum nomma Pierre Viénot Secrétaire d'État au Quai d'Orsay, chargé en particulier de la politique française dans le Maghreb et le Proche-Orient. Viénot nomma chef de cabinet Pierre Bertaux, son ami des jours de Berlin, qui venait de soutenir sa thèse d'État sur le poète allemand Friedrich Hölderlin. Selon certains historiens <sup>60</sup> (et sans pouvoir entrer plus dans les détails de cet aspect des activités de Viénot), alors il faut noter que le contrat qu'il négocia avec la Syrie représente, au même titre que la politique de l'éducation de Jean Zay, l'un des hauts faits de la politique du Front Populaire. Viénot resta en poste exactement un an. Dans le gouvernement Blum, Viénot appartenait aux membres désapprouvant la politique de non-intervention de la France dans la guerre civile en Espagne. Son engagement pour la gauche modérée l'avait conduit, entre temps, à se

---

57. Cf. Peter Pistorius, *Rudolf Breitscheid 1874-1944. Ein biographischer Beitrag zur deutschen Parteiengeschichte*, Phil. Diss., Köln, 1970, p. 326.

58. Cf. Armand Bérard, *Un ambassadeur se souvient. Au temps du danger allemand*, Paris, 1976, p. 319.

59. Cf. Ruth Fabian/Corinna Coulmas, *Die deutsche Emigration in Frankreich nach 1933*, München, 1978, p. 34.

60. Serge Berstein, *La France des années 30*, Paris, 1988, pp. 124-6.

détacher des activités du Comité franco-allemand d'Information et de Documentation. Dès 1934, on lit dans les rapports du Comité que Viénot avait pratiquement cessé toute participation aux travaux en raison de ses prises de position publiques en faveur de la gauche<sup>61</sup>. Son engagement antifasciste amena Viénot à adhérer à la SFIO au moment où ses activités de Secrétaire d'État prirent fin. Il est difficile de savoir si cet engagement antifasciste ou plutôt le germe d'un sentiment anti-allemand le poussèrent, après la déclaration de guerre contre l'Allemagne national-socialiste, à se faire réactiver dans l'armée, malgré ses problèmes graves de santé consécutifs à sa blessure pendant la Première Guerre mondiale<sup>62</sup>. Pendant les années de guerre, après la défaite militaire française, l'une des étapes de Viénot le conduisit à nouveau, pour un certain temps, auprès de Gide. Le 20 juin 1940, il fit avec d'autres parlementaires la traversée légendaire sur le *Massilia*, de Bordeaux à Casablanca, pour y reprendre le combat contre le national-socialisme. Le régime de Vichy réagit tout de suite en l'accusant de désertion, l'arrêta et le fit passer devant un tribunal. Début décembre 1940, il fut condamné à huit ans de prison ; relâché sur sursis, il partit pour le Sud de la France. Une grande partie du cercle des intellectuels autour de *La Nouvelle Revue Française*, et en premier lieu Gide, s'y étaient déjà installés dans la maison de campagne de la famille Mayrisch à Cabris. Viénot commença à cette époque la préparation d'un livre sur la Prusse<sup>63</sup>. Des traces des conversations entre Viénot et Gide sur l'histoire de l'Allemagne sont consignées dans le journal de ce dernier<sup>64</sup>. Homme d'action, Viénot ne se contenta pas de ce projet d'écriture. Il chercha au contraire des contacts politiques avec d'autres ennemis du gouvernement de Vichy et avec des antifascistes. Après une nouvelle arrestation, en août 1942, il prit la décision de se rallier au mouvement de résistance de Londres. Il arriva dans la capitale britannique fin avril 1943 et devint très rapidement un étroit collaborateur du Général de Gaulle<sup>65</sup>. Suite à la constitution du gouvernement provisoire de De Gaulle à Alger, début juin

---

61. D'après les rapports du correspondant à Paris du Comité franco-allemand d'Information, contenus dans les dossiers des Affaires étrangères de la Berliner Wilhelmstraße (Ambassade Paris 702 a-c, 1926-1938) aux archives politiques du Ministère des Affaires étrangères à Bonn. Ici le document 702 c/K 571317.

62. D'après la remarque dans le livre d'André Viénot, *op. cit.*, pp. 27 sqq.

63. *Ibid.*, pp. 32 sqq.

64. André Gide, *Journal 1939-1949. Souvenirs*, Paris, 1954, p. 86. Sur la vie commune dans la villa des Mayrisch, cf. *ibid.*, p. 1234.

65. Cf. Jean Lacouture, *De Gaulle. 1. Le Rebelle*, Paris, 1984, pp. 35-8 : informations sur les fonctions de Viénot dans la résistance à Londres.

1943, Viénot fut investi par le Général au poste d'Ambassadeur à Londres. Il avait la tâche ingrate de servir d'intermédiaire entre deux personnalités politiques des plus opiniâtres, De Gaulle et Churchill. Il s'acquitta de ce travail avec beaucoup de circonspection et cet exploit fut généralement apprécié <sup>66</sup>. Il semble que Viénot ait tenté depuis Londres de convaincre Gide de le suivre dans la résistance. Mais Gide ne voulait pas afficher sa conviction par ce geste public. Après le décès de Viénot, le 20 juillet 1944, suite à une crise cardiaque, Gide écrivit le 28 janvier 1945 à sa veuve : « Combien j'ai déploré de n'avoir pu me rendre à Londres à temps pour le revoir encore, et de répondre à son cordial appel <sup>67</sup>. » Gide joignit à la lettre l'article nécrologique sur Viénot et expliqua qu'il était destiné à être diffusé sur la BBC et publié dans les journaux anglais. Il reprit dans cette lettre le leitmotiv de sa nécrologie : « Il n'y avait jamais eu l'ombre d'un désaccord entre nous. » Il termina l'éloge de son ami par ces termes : « Mon affection et mon estime pour lui n'avaient cessé de grandir, tandis que j'apprenais à mieux le connaître. Que de souvenirs s'attachaient à lui, tous exquis... et quels services il était encore appelé à rendre à la France, avec ce dévouement qui l'a tué. »

---

66. Cf. à ce propos la présentation du rôle de Viénot dans le livre de François Kersaudy, *Churchill et De Gaulle*, Londres, 1981, pp. 13-7 et *passim*.

67. Lettre du 28 janvier 1945 d'André Gide à Andrée Viénot-Mayrisch, dans *Colpach, op. cit.*, pp. 243 sqq.